

Note de présentation de la contribution générale du groupe de concertation CGT aux travaux du CESER Hauts de France

« Après COVID »

La contribution de nos camarades du groupe CGT au CESER a pour objectif d'engager un travail de réflexion et une dynamique revendicative pour construire l'indispensable après crise COVID.

La CGT a déclaré très tôt, son intention de faire le bilan de la dernière période, et d'en tirer les leçons pour replacer les dimensions sociales, sanitaires et environnementales au centre des décisions et politiques publiques, et pour relocaliser et retisser le tissu industriel national et donc par voie de conséquences celui de la région des Hauts de France.

La CGT n'est pas la seule à avoir identifié ces grands enjeux d'avenir. Le gouvernement, certains responsables politiques, le patronat et ses officines néolibérales (IFRAP, Institut Montaigne, ...) ont clairement indiqué la voie qu'ils souhaitent suivre pour cette « reconstruction » ; celle de la déconstruction de nos conquêtes sociales, des abandons d'objectifs environnementaux, de la poursuite de casse de la Sécurité Sociale et des services publics, notamment ceux de la santé, et de la captation des richesses par l'oligarchie financière.

Cette incursion dans le débat par ces forces conservatrices et rétrogrades, relayée par leurs médias, est la traduction d'un certain émoi devant une tension sociale qui monte et l'expression de mécontentements de plus en plus récurrents. Les mouvements des deux derniers hivers ont laissé des traces.

Toutes les forces CGT doivent donc ouvrir et s'emparer de ce débat, partout !

Nous devons, toutes et tous, pousser les feux pour aller vers plus de social, plus de travail décent, plus de sécurité sociale, plus de services publics, plus d'industrie relocalisée, plus de biens communs publics, plus d'environnement préservé.

Pour cela, la contribution du groupe CGT au CESER est une aide à nos Organisations et un appui dans le combat de classe que nous menons au sein des entreprises et des territoires :

- en termes d'analyse des origines et des causes de la crise sanitaire qui est aussi celle d'un système inégalitaire, inefficace et à bout de souffle (*La crise actuelle n'est pas qu'une crise sanitaire. C'est une crise systémique – multi-dimensionnelle, à la fois sociale, économique, sociétale, politique, culturelle, morale et environnementale*) ;
- en termes de propositions (*la crise actuelle offre la possibilité de sortir des rapports marchands, d'une société de « à chacun selon ses moyens », pour développer les rapports non marchands et une société de « à chacun selon ses besoins, indépendamment de sa capacité financière »*).

Plusieurs pistes de travail sont ouvertes à cet effet :

- Apporter des réponses aux personnes les plus fragiles, et interdire au pouvoir en place de faire supporter les conséquences de la crise par les salarié-e-s et fragilisées par celle-ci ;
- Garantir l'autonomie industrielle, sanitaire et agricole du Pays par une relocalisation et une nationalisation des activités vitales et d'intérêt général ;

- Favoriser la recherche et l'innovation pour ces activités vitales en intégrant les Organisations Syndicales à leur définition, le contrôle et la maîtrise de l'utilisation des financements publics ;
- Démocratiser la gestion des entreprises. Tenir compte de l'avis des Organisations Syndicales pour les décisions stratégiques concernant les secteurs professionnels ;
- Renforcer la politique environnementale de la Région par la promotion d'un développement humain durable et rompre avec les logiques financières du profit à court terme ;
- Reconstruire les solidarités et rétablir la justice sociale par la reconstruction des services publics de proximité en leur redonnant les moyens de leur intervention ;
- Retirer les réformes antisociales sur les retraites et l'indemnisation du chômage ;
- Développer les infrastructures et les usages du numériques pour réduire la fracture numérique, sans remettre en cause la présence humaine ;
- Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives, du tourisme social par l'augmentation de la part patronale du financement des activités sociales des CSE ;
- Revendiquer une véritable solidarité entre Etats au sein de l'Union Européenne, en mettant la construction de cette dernière au service des citoyen-ne-s et non pas à celui de la finance et des grands groupes multinationaux.

Toute la CGT du Département du Nord doit donc porter ces objectifs conformes à nos orientations décidées lors de notre dernier Congrès.

Où et comment utiliser cette contribution ?

Dans nos réunions statutaires, de Commissions Exécutives de syndicats et d'Unions Locales, de sections, pour informer nos adhérents et salarié-e-s sur les enjeux de la période, par l'intermédiaire des rapports introductifs !

Dans les différentes IRP, où nous devons interpeler le patronat et les directions d'entreprises, les questionner, les bousculer lors des déclarations préalables !

Dans nos tracts et notre presse syndicale, en reprenant les principaux points de revendication !